

RAPPORT SOMMAIRE

ANALYSE RAPIDE DU GENRE

CRISE DE LA FAIM DANS LE DÉPARTEMENT DU SUD-EST D'HAÏTI

Communes de Marigot, Jacmel et Belle-Anse
juillet-août 2022



REMERCIEMENTS : PLAN INTERNATIONAL

Cette analyse rapide de genre (RGA) a été rendue possible grâce aux précieuses contributions du personnel de Plan International, en particulier Molina Daniel, Amalia Alarcon, Mercedes Barrios, Lotufo Mateus, Raul Rodriguez, Farah Marcelin Merisier, Jean Louis Claude, Jean Raynald Dorzina Maxis, Renel Jerome, François Pierre Richard, Sterlyn Ernst Lundy, Anaelle Canez, Jean Ebens Merisier, Jean Gilles Michelet, Marie Hernandez Regine Faustin Telemaque, Claudia Isophe, Lyvens Pierre, Robertho Dorgeant, Rony Francis, Romie Emmanuel, Patrick Gerbier, Richard Milou Martine et Rolquine Toute.

Les opinions exprimées dans cette Analyse Rapide de Genre (ARG) sont celles de leaders communautaires, de membres d'organisations de la société civile (OSC), de leaders religieux, de membres de l'AVEC, d'enfants et de familles parrainés par Plan International, de membres du personnel éducatif et sanitaire, de comités de parents et d'étudiants. Ils sont tous issus des communautés de Jacmel, Marigot et Belle-Anse dans le département du Sud-Est d'Haïti. Ces données primaires reflètent la réalité de genre de ces communes avant et pendant la crise d'insécurité alimentaire.

Plan International apprécie grandement leurs contributions.

TABLE DES MATIÈRES

ABBREVIATIONS **5**
INTRODUCTION **6**
MÉTHODOLOGIE **8**
Participants 8
Portée des collectes et lieux de collecte des données 8
Approche 9
Considérations éthiques 9
Défis et limites 9
Profil démographique des communautés et représentation 10
RÉSULTATS CLÉS **11**
Secteur : Sécurité alimentaire 11
Secteur : Éducation 12
Secteur : Protection 15
Sector: Nutrition 17
Secteur : Eau, Hygiène et Assainissement 19
Secteur : Santé et droits sexuels et reproductifs 19
Histoires individuelles 1 : La faim en Haïti met les filles enceintes en danger 21
Histoires individuelles 2 : Comment une famille en Haïti fait face à la faim 21
Histoires individuelles 3 : Seule avec ses enfants pour faire face à la faim en Haïti 22
Les points à retenir par secteur 22
Autres discussions et idées précieuses 24
RECOMMANDATIONS **28**
Interventions suggérées 31
CONCLUSION **34**
ANNEXE 1 : OUTILS ET RESSOURCES UTILISÉS **35**



ABBREVIATIONS

PIH	Plan International Haïti
RGA	Analyse rapide du genre
OSC	Organisation de la société civile
CAY	Enfants, adolescents et jeunes
ERP	Plan d'intervention d'urgence
VSLA	Associations villageoises d'épargne et de crédit
VBG	Violence basée sur le genre
WASH	Eau, assainissement et hygiène
ERM	Gestionnaire des interventions d'urgence
IBESR	Institut pour le bien-être social et la recherche
PUM	Responsable d'unité de programme
EMMUS	Enquête sur la mortalité, la morbidité et l'utilisation des services
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
SIMAST	Système d'information du ministère des affaires sociales et du travail



INTRODUCTION

En réponse à la gravité de la crise de la faim dans le monde, la direction de Plan International a décidé de déclarer un statut d'alerte rouge, le 28 juin 2022. Grâce à cette alerte, la crise de la faim devient la priorité numéro un de Plan International. Le Kenya, l'Ethiopie, la Somalie, le Sud-Soudan, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et Haïti sont les pays prioritaires.

Haïti est confronté à une situation alimentaire complexe qui s'est aggravée au cours de l'année 2022. Selon la mise à jour de la situation prévue par l'analyse du CIP de septembre 2021, pour la période de mars à juin 2022, 3,18 millions de personnes (32%) en crise (phase 3 du CIP), ou 4,5 millions de personnes (45%) ont besoin d'une aide d'urgence. Le Nord-Est et le Sud-Est sont des régions classées en crise (phase 3 du CPI) avec les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Les populations de ces régions sont à peine en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires minimums, ce qui épuise les moyens de subsistance et entraîne des déficits de consommation alimentaire et des taux de malnutrition aiguë supérieurs à la normale.

Un ensemble de secteurs d'intervention clés a été sélectionné par Plan International pour répondre à la crise alimentaire dans le Sud-Est : La sécurité alimentaire par le transfert d'argent, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), la protection, la nutrition, l'éducation, la santé et les droits sexuels et reproductifs. Une analyse rapide de genre a été réalisée les 15, 18, 19 et 20 juillet 2022 puis du 18 au 23 août 2022 dans trois (3) communes du département du Sud-Est d'Haïti, notamment dans les communes de Jacmel, Marigot et Belle Anse. Ce sont toutes des zones d'intervention de Plan International Haïti.



L'analyse rapide de genre a été menée en deux étapes. La première s'est concentrée sur le secteur de la sécurité alimentaire et la seconde sur les secteurs de l'éducation, de la protection, de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ce qui a conduit à de nouvelles conclusions et recommandations.

Cette analyse rapide de genre a été réalisée grâce à l'ancrage communautaire de Plan International dans les communes de Marigot, Jacmel et Belle Anse. Un guide standard a été développé pour mieux structurer les discussions et les rendre pertinentes au contexte de la crise alimentaire. L'accent a été mis sur l'impact de la crise alimentaire sur la vie des filles, des garçons, des femmes et des hommes, leurs capacités d'adaptation, les relations de pouvoir et la différence des rôles avant et pendant la crise. Des recommandations sont formulées qui peuvent être faites sur une base égalitaire et équitable à l'égard des hommes et des femmes, des filles et des garçons et qui abordent les normes de genre.

RÉSUMÉ

L'analyse rapide de genre menée à Marigot, Jacmel et Be lle-Anse dans le contexte de la crise d'insécurité alimentaire avait pour but de comprendre les différents impacts de la crise sur les femmes, les filles, les hommes et les garçons de ces communes d'une part, et d'autre part de connaître leurs stratégies d'adaptation et de faire des recommandations pour l'intégration de l'égalité de genre dans les secteurs d'intervention clés de la réponse à la crise.



Les principaux objectifs de l'ARG étaient les suivants :

1. Analyser et comprendre l'impact de la crise alimentaire sur la protection, l'éducation, la nutrition, la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes, des filles, des hommes et des garçons de différents groupes d'âge.
2. Faire des recommandations pour l'intégration de l'égalité des sexes dans les secteurs d'intervention clés de la réponse à la crise alimentaire ciblée par Plan International dans le département du Sud-Est.
3. Influencer les détenteurs de pouvoir tels que le gouvernement, les donateurs, les agences de l'ONU et les autres acteurs pour s'assurer que la réponse à la crise alimentaire dans le Sud-Est réponde aux besoins, capacités et priorités spécifiques des femmes, des filles, des hommes et des garçons en fonction de leur âge et de leur statut d'invalidité.

MÉTHODOLOGIE

Participants

220

Répondants impliqués dans la collecte des données

Garçons	15
Filles	18
Jeunes hommes	38
Jeunes femmes	55
Hommes	39
Femmes	55

7%	Garçons
8%	Filles
17%	Jeunes hommes
25%	Jeunes femmes
18%	Hommes
25%	Femmes

Portée des collectes et lieux de collecte des données

Des consultations communautaires ont été menées à Bas Lavoute, Coq Chante, Corail Soul et Baie d'Orange. Il s'agit de sections communales des communes de Jacmel, Marigot et Belle-Anse dans le département du sud-est d'Haïti.

- Jacmel
  - 65 Répondants Bas Lavoute
  - 73 Répondants Coq Chante
- Marigot
  - 44 répondants Corail Soul
- Belle-Anse
  - 38 Répondants Baie d'Orange



Approche

Les participants aux groupes de discussion et aux entretiens individuels comprenaient des dirigeants communautaires, des membres de VSLA, des représentants d'organisations communautaires, des représentants de familles parrainées par Plan International, des enfants scolarisés ou non, des enfants ayant abandonné l'école, des jeunes hommes et femmes en situation économique précaire, des jeunes mères et pères, des représentants d'institutions travaillant avec des personnes handicapées et des représentants d'institutions travaillant avec des survivants de violences sexistes.

Les groupes de discussion étaient composés de 10 participants de la même communauté, du même sexe et de la même tranche d'âge : 15-17, 18-24 ou 25+.

Les données secondaires ont été recueillies par le biais de rapports de recherche élaborés et partagés par d'autres acteurs sur des sites web. Les données qualitatives et quantitatives ont été analysées par sexe et par groupe d'âge et ont permis d'examiner l'impact de la crise alimentaire sur les femmes, les filles, les hommes et les garçons tout en comprenant leurs rôles respectifs, leur accès aux ressources et leur contrôle, ainsi que les contraintes auxquelles les différents groupes sont soumis.

Des histoires individuelles ont été menées avec des enfants, des jeunes et des adultes d'âges et de sexes différents. Ces histoires décrivent la situation des personnes interrogées avant et pendant la crise alimentaire, son impact sur leur mode de vie, leur résilience et leurs souhaits pour améliorer leurs conditions de vie.

Considérations éthiques

Pendant la réalisation de l'analyse rapide de genre, les volontaires qui ont contribué à la collecte des données primaires via les groupes de discussion ont été informés des politiques de Plan International en matière de sauvegarde, de genre et d'inclusion. Ils ont tous signé ces politiques. Les enfants de moins de 18 ans participant aux discussions de groupe, aux entretiens individuels et aux histoires individuelles avaient le consentement éclairé de leurs parents. La confidentialité des données des répondants a été assurée (choix du lieu des groupes de discussion, organisation des groupes par âge et par sexe. Les volontaires ont été informés de la confidentialité des informations (pas d'utilisation de téléphones pour prendre des photos et enregistrer les discussions par les volontaires). Seuls les employés de PIH étaient chargés de prendre des photos.

Défis et limites

Parmi les défis rencontrés:

1. Les données secondaires ne sont pas facilement disponibles par section communale, la plus petite unité géographique du pays, qui est considérée comme la zone cible de l'analyse rapide de genre ;
2. Aucune donnée secondaire n'était disponible pour les communes et la section communale en ce qui concerne le nombre de ménages, le nombre de personnes handicapées, le sexe et l'âge des chefs de ménage (sauf Belle Anse).
3. Le temps record pour l'organisation de la collecte des données et le rapport narratif de l'ARG ;
4. Mouvements de protestation à Jacmel qui ont duré plusieurs jours en relation avec la crise socio-politique. Des barrages routiers ont limité l'accès à certaines communautés ciblées pour la collecte de données.

4. Protest movements in Jacmel that lasted several days in relation to the socio-political crisis. Roadblocks limited access to some communities targeted for data collection.

Profil démographique des communautés et représentation

Sur la base de l'inférence statistique, l'échantillon consulté représente une population de 83163 habitants, dont 48% sont des hommes et des garçons et 52% des femmes et des filles. Le tableau ci-dessous montre la répartition des sexes par catégories d'âge de 0-4 ans, 5-14 ans, 15-49 ans, 50-59 ans et 60 ans et plus, respectivement dans l'ordre de 10%, 22%, 51%, 8% et 9%. En moyenne, la taille des ménages de la population du Sud-Est est de 5,42~5 personnes. Cependant, dans le périmètre de l'évaluation, c'est-à-dire dans les 4 sections communales présentées dans le tableau ci-contre, la taille des ménages est supérieure à la moyenne selon les constats et les déclarations des participants.

Données ventilées par sexe et par âge (SADD)													
	Total			0-4 ans		5-14 ans		15-49 ans		50-59 ans		60+ ans	
		TT F	TT H	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M
Total TA moyen	#	43,145	40,019	4,011	3,892	8,950	9,074	22,327	20,246	3,581	3,497	4,276	3,310
	%	52%	48%	5%	5%	11%	11%	27%	24%	4%	4%	5%	4%
Montagne Lavoute	#	23,692	22,439	2,037	1,964	4,709	4,794	12,547	11,725	2,010	2,046	2,389	1,910
	%	51%	49%	4%	4%	10%	10%	27%	25%	4%	4%	5%	4%
Haut Coq Chante	#	9,803	8,058	980	923	2,140	2,056	4,858	3,807	803	650	1,022	622
	%	55%	45%	5%	5%	12%	12%	27%	21%	4%	4%	6%	3%
Corail soult	#	4,303	3,858	538	512	1,043	1,028	2,093	1,757	309	289	320	272
	%	53%	47%	7%	6%	13%	13%	26%	22%	4%	4%	4%	3%
Baie d'Orange	#	5,347	5,664	456	493	1,058	1,196	2,829	2,957	459	512	545	506
	%	49%	51%	4%	4%	10%	11%	26%	27%	4%	5%	5%	5%

Il a été constaté que la population de Montagne Lavoute est plus dense que celle des autres sections communales étudiées, à savoir 46 131 habitants composés de 51% de femmes/filles contre 49% d'hommes/garçons, celle de Coq Chante est de 17 861, Corail Soult de 8 161 et Baie d'Orange de 11 011.

La proportion de femmes/filles dans le Haut Coq Chante et Corail Soult est supérieure à la moyenne générale, tandis que la proportion de femmes/filles dans la Baie d'Orange et Lavoute est inférieure à la moyenne.

En moyenne, la taille des ménages de la population du Sud-Est est de 5 personnes. Cependant, dans le cadre de l'évaluation des 4 sections communales présentées dans le tableau, la taille des ménages est supérieure à la moyenne.

Sur la base de l'inférence statistique, l'échantillon consulté représente une population de 66.594 habitants, répartie de manière presque égale avec 51% d'hommes et de garçons et 49% de femmes et de filles. Le tableau ci-dessus montre la répartition de cette population par sexe et par âge (moins de 18 ans et 18 ans et plus) selon le périmètre. L'analyse a montré que sa composition moyenne est de 31% de femmes de moins de 18 ans et 31% d'hommes de moins de 18 ans. Les hommes de 18 ans et plus représentent 20% de la population contre 18% de femmes de 18 ans et plus.

RÉSULTATS CLÉS

Secteur : Sécurité alimentaire

Dans les trois communes touchées par les consultations communautaires, les filles, les garçons, les femmes et les hommes d'âges différents sont fortement touchés par la crise alimentaire. L'impact sur leur capacité d'adaptation varie d'une commune à l'autre.

À Baie d'Orange, une section communale de la commune de Belle-Anse, qui est une partie frontalière éloignée du département, et à Corail Soul, une section communale de Marigot, les moyens de subsistance sont extrêmement difficiles car il y a un phénomène de sécheresse qui affecte grandement l'agriculture et le commerce. Les jeunes hommes conduisent des motos qu'ils louent pour gagner de l'argent et s'occuper de leur famille. Les jeunes femmes et les adolescentes restent à la maison et certaines vont sur les marchés. Il existe de nombreux cas d'adolescents et d'adolescentes qui abandonnent l'école pour se lancer dans de petits commerces. Les adolescentes et les jeunes femmes de moins de 25 ans ont un amant qui s'occupe d'elles.

Il y a beaucoup de jeunes mères et de cas de grossesse précoce. La migration vers la République dominicaine reste une alternative pour trouver du travail et est très courante chez les hommes. Les femmes restent à la maison pour s'occuper de leurs enfants, ont indiqué les participants.

La situation est différente à Coq Chante et Bas Lavoute, deux sections communales de la commune de Jacmel. Des femmes et des hommes vendent leurs journées dans les plantations agricoles et d'autres font de petits commerces qui ne peuvent pas répondre à leurs besoins primaires. Les femmes font la lessive ou travaillent comme ménagères pour gagner de l'argent afin de prendre soin de leur famille.

La production agricole et l'élevage sont les principaux moyens d'existence des sections communales des trois communes. La pêche constitue un moyen d'existence supplémentaire pour la commune de Marigot. Cette tâche est effectuée par les hommes pour que les femmes puissent ensuite vendre sur les marchés. Certains hommes participants ont déclaré "qu'avec la pêche, ils paient l'école et s'occupent de leur famille. Sinon, ils ne sauraient pas quoi faire avec la crise". La migration vers la République dominicaine, le Brésil et le Chili à la recherche d'un emploi est très répandue dans les trois communes. La migration est plus fréquente chez les hommes. C'est un des facteurs qui explique que les filles et les femmes sont plus nombreuses dans les ménages. Elles représentent 65% des ménages sur la base d'une taille de ménage de 5 personnes.

Beaucoup de femmes dans les discussions ont dit "qu'elles ne font qu'attendre que leurs maris leur envoient de l'argent pour s'occuper de leurs enfants. Elles utilisent également l'argent envoyé par leurs maris pour entreprendre des activités génératrices de revenus, comme la vente de paim ou de produits alimentaires."

La polygamie est très répandue. Sur les 55% de femmes participant aux consultations communautaires, 30% sont chefs de famille, 20% sont des parents isolés, et le père a d'autres femmes mais reste le chef de famille. 5% sont mariées ou vivent en union libre avec leur mari.Les femmes chefs de famille participantes ont dit "qu'elles jouent aussi le rôle de père". Tous les cohabitants ne profitent pas de la présence de leur conjoint à la maison. Généralement, ils ne dorment pas à la maison et ne viennent même pas à la maison. Cela rend l'éducation des garçons plus difficile car ils ne respectent que ce que dit un homme. C'est pour cela qu'elles sont plus dures avec les garçons."

En ce qui concerne l'accès à la nourriture, 80% des répondants disent que les filles, les garçons, les hommes et les femmes ont accès à la nourriture et mangent en même temps. Mais les filles et les femmes ont la portion la plus faible car les garçons et les hommes travaillent plus.

Malgré leur mode de survie particulier, ces trois communes sont fortement touchées par l'insécurité croissante en Haïti, notamment à Port-au-Prince, la capitale du pays.

Les femmes et les hommes avaient l'habitude de se rendre à Port-au-Prince pour vendre leurs récoltes, et à leur retour, ils achetaient du paim et d'autres produits qui ne sont pas disponibles dans leurs communes respectives. À cause de l'occupation des quartiers de Port-au-Prince par des groupes armés, ils ne peuvent pas se déplacer.

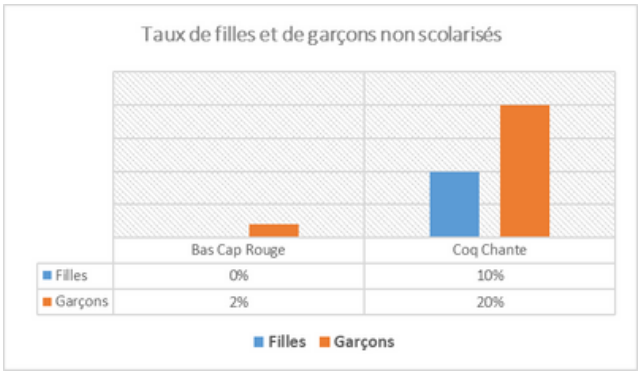
Secteur : Éducation

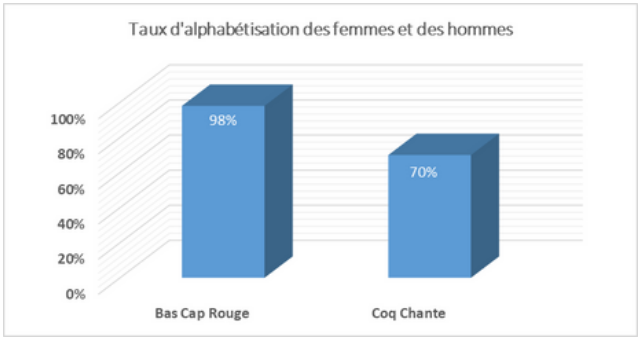
Les consultations communautaires montrent qu'avant la crise, les enfants allaient à l'école avec le peu d'argent que possédaient leurs parents. La situation a changé et est devenue plus difficile. Le coût de l'éducation est devenu plus cher avec la crise", ont déclaré tous les informateurs clés.

Avant la crise, les enseignants et les directeurs d'école ont expliqué qu'avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM), certaines écoles offraient un repas chaud aux enfants chaque jour afin de garantir leur concentration en classe et leurs résultats scolaires. Ils étaient heureux et apprenaient avec plaisir. Depuis la crise, ce n'est plus possible. C'est la désolation totale. Les enfants, filles et garçons, ne veulent pas rester à l'école parce qu'ils ont faim", a déclaré un directeur d'école.

Avant la crise, les filles et les garçons étaient très intéressés à aller à l'école. "Ils ne croient plus en l'éducation parce qu'ils disent que ceux qui ont terminé l'école secondaire n'ont pas eu la possibilité d'entrer à l'université. Ils les considèrent comme des ratés", ont cité des participants.

En ce qui concerne l'accès et l'environnement de formation, selon les données recueillies, les taux de non-inscription et d'analphabétisme, parmi les participants à cet exercice, se répartissent comme suit :





En ce qui concerne l'enseignement et l'apprentissage, les informations recueillies sur la disponibilité de matériel didactique et de formation pour aider les enseignants à traiter les sujets spécifiques nécessaires aux filles et aux garçons (tels que la santé reproductive et sexuelle) sont les suivantes :

- Pour certaines écoles, des supports didactiques tels que des graphiques, des tableaux et des formations sont disponibles pour aider les enseignants à mieux aborder les sujets spécifiques. Pour d'autres, ce n'est pas le cas. Les formations ne sont pas régulières. Pour certaines écoles, des supports didactiques tels que des tableaux, des graphiques et des formations sont disponibles pour aider les enseignants à mieux aborder les thèmes spécifiques. Pour d'autres, ils ne le font pas.
- En ce qui concerne les associations de parents d'élèves ou groupes similaires et le niveau de participation des femmes et des hommes et les restrictions culturelles à la participation des femmes, il existe des associations de parents d'élèves et des associations d'enseignants séparément. Dans chacune de ces associations, le niveau de participation des femmes à la prise de décision est très faible par rapport aux hommes, selon les informateurs clés.

Certaines données ont été recueillies concernant la formation des associations de parents et d'enseignants et le genre :

- Pour certains, aucune formation n'a été dispensée aux APE, pour d'autres oui. Pour certains, les enseignants parlent des questions de genre lors des réunions. Les informateurs clés disent qu'elles ne sont pas trop développées. Ce qu'ils comprennent de la question du genre, c'est que les femmes et les hommes doivent être égaux, selon certains informateurs clés.
- Dans la plupart des cas, les enseignants n'ont pas tous une formation scolaire. Ils ne sont pas recyclés et ne sont pas tous qualifiés.

En termes de politique d'éducation, le récent plan sectoriel de l'éducation inclut les considérations de genre suivantes :

- En termes de genre, les femmes se sentent dépréciées, non pas par manque de compétences, mais simplement parce qu'elles sont des femmes. Des efforts sont faits, mais pas assez. Une informatrice clé féminine a déclaré qu'elle est membre d'un comité de la faculté depuis plusieurs années, le président du comité est toujours un homme. Le problème est que les femmes ont peur d'assumer des responsabilités, dit-elle.
- Les participants ont affirmé l'importance des politiques de lutte contre la violence sexiste dans les écoles et de l'éducation à la santé sexuelle et génésique. Une élève informatrice clé a déclaré que "les garçons de son école ne respectent pas les filles, les hommes enseignants aussi. Elle a raconté qu'un jour, elle avait obtenu la meilleure note en calcul mental de sa classe. Le professeur a dit aux garçons : "Vous n'avez pas honte ? Vous avez laissé une fille avoir une meilleure note que vous ? Vous êtes des garçons, le numéro est à vous. La fille a dit qu'elle pleurait beaucoup et se sentait diminuée malgré ses efforts.

Quelques données recueillies concernant les défis de l'implication des parents dans l'éducation des filles et des garçons :

- Les adolescentes sont parfois enceintes par manque de volonté d'aller à l'école ou à cause de problèmes économiques pour payer les frais de scolarité. Un parent informateur clé a raconté "l'histoire de nombreuses filles et jeunes femmes âgées de 15 à 20 ans dans son quartier qui préfèrent se faire belles afin de séduire les hommes pour qu'ils leur donnent de l'argent. Il y en a plusieurs qui sont tombées enceintes et qui élèvent seules l'enfant, dit-elle. Elle ajoute que de nombreux parents font de la place à leurs filles pour qu'elles rapportent de l'argent à la maison. Elle ajoute qu'ils sont irresponsables. Enfin, elle ajoute que cette situation se produit dans les foyers où la femme est le chef de famille. Elle n'a aucune autorité sur les enfants.
- Par manque de moyens financiers, certains parents envoient leurs enfants à l'école chez un membre de la famille élargie en ville. Les parents ne participent pas aux réunions car ils sont à la campagne.

Certaines informations ont été recueillies sur les défis liés à la participation de la communauté aux programmes d'éducation, ainsi que sur les opportunités pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons :

- Pas de route, pas d'eau potable ni d'électricité.
- Taux élevé d'analphabétisme dans les zones les plus reculées. Cela empêche toute personne de participer aux programmes éducatifs.

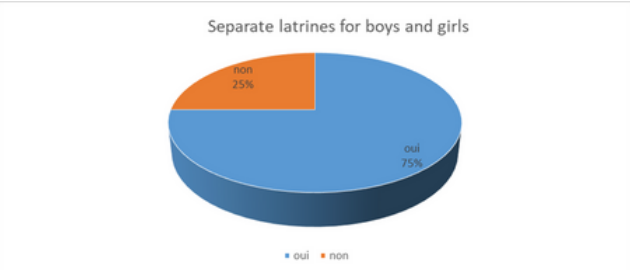




- Quelques informations recueillies sur la disponibilité, la qualification et l'expérience des enseignants :
- ·Les enseignants sont disponibles mais leur niveau de qualification est faible et ils n'ont pas beaucoup d'expérience. Mais ils n'ont pas d'autre choix.
- Il n'y a pas d'enfants handicapés dans les écoles. Le matériel pédagogique n'est pas adapté aux personnes handicapées.Un nombre insignifiant d'écoles disposent de latrines accessibles aux enfants handicapés.
- En ce qui concerne la sécurité à l'école, pour certains enfants, filles et garçons, les parents les déposent parfois à l'école et viennent les chercher pour assurer leur sécurité. Ce cadre concerne les enfants les plus jeunes. Les élèves plus âgés, filles et garçons, voyagent en groupe.

La disponibilité de l'eau et du savon n'est pas une pratique dans toutes les écoles. Ils ne sont disponibles qu'au début de l'année scolaire dans certaines écoles et sont disponibles pour les filles et les garçons, les hommes et les femmes. Le ministère de l'éducation a fourni du matériel pour le lavage des mains, mais cela date déjà de plusieurs années. Certaines écoles les achètent pour continuer à respecter les règles d'hygiène malgré leurs moyens limités. Peu d'écoles disposent d'eau propre et de kits d'hygiène. Les enseignants ne reçoivent pas de formation ni de supervision





Sector: Protection

Les consultations menées dans les quatre sections communales ont montré que la question de la protection était toujours une préoccupation, selon l'ensemble des personnes consultées. La situation est plus alarmante à Baie d'Orange et Corail Soul en raison de leur position géographique.

Elles sont plus éloignées des villes et les services sont presque inexistants dans ces sections communales.

Les participants ont signalé dans chaque session de discussion qu'il y a trop de femmes chefs de famille qui ne peuvent pas élever seules leurs enfants.

L'un d'eux a déclaré que "les filles et les jeunes femmes font le bonheur des hommes de la capitale ou de l'étranger parce qu'ils ont de l'argent. Ils viennent passer du temps dans la région. Ils les exploitent sexuellement. Mais ils ont leurs femmes. Les jeunes femmes ne se sentent même pas exploitées. Pour elles, elles gagnent de l'argent. "Elle ajoute que "c'est triste de voir des filles de 14, 15 et 16 ans avec des hommes de plus de 30 ans sur la plage de Marigot. "



En ce qui concerne les risques de protection, les femmes et les filles ont toujours été plus à risque même avant la crise, surtout à Baie d'Orange et Corail Saoul. Ces sections communales ne disposaient pas d'informations sur les risques de protection même avant la crise d'insécurité alimentaire. De nombreux participants ont déclaré que de nombreux cas de viols domestiques de filles de moins de 18 ans n'ont jamais été signalés.

Il existe une structure de protection communautaire limitée dans ces sections communales, avec quelques comités de protection mis en place par l'Institut du bien-être social, qui est une entité étatique. Cependant, ces comités sont principalement situés dans la commune de Jacmel et doivent être renforcés. Ils sont principalement dirigés par des hommes. Les femmes occupent les postes de secrétaire et de trésorière. Il n'y a presque pas de participation des enfants, des filles et des garçons dans ces structures, selon les personnes interrogées. Ces comités existaient avant la crise alimentaire, mais ils ne prennent pas vraiment de décisions en matière de protection. Ils sensibilisent les communautés sur les questions de protection. Dans la commune de Jacmel et Marigot, l'IBESR est peu présent. Cette entité étatique accompagne les enfants victimes de violences sexistes et d'autres formes de violence. Elle travaille avec certaines institutions de prise en charge, mais ces institutions ne sont pas connues par les communautés les plus éloignées selon les répondants.

Avant et pendant la crise, les personnes interrogées ont déclaré qu'en raison d'une combinaison de facteurs tels que l'insécurité alimentaire, la précarité et le manque de moyens de subsistance, les femmes et les enfants, en particulier les jeunes filles, courent un risque élevé d'abus et d'exploitation, y compris le travail domestique dans les villes, le travail des enfants et la prostitution des enfants dans les trois communes. Un informateur clé a déclaré que la crise a poussé certaines familles à déplacer les deux parents à la recherche de travail. Dans ces situations, l'enfant le plus âgé est responsable du ménage. Les hommes adultes profitent de l'absence des parents pour abuser des jeunes filles. Ce phénomène est courant à Baie d'Orange et à Corail Soul. En ce qui concerne l'accès aux services, les personnes interrogées dans les quatre communes ont déclaré qu'il n'y avait pas d'exclusion. Cependant, une fille ou une femme qui a été violée ne se rend pas facilement dans un service de soins. Ils ne sont pas connus par les communautés, surtout à Baie d'Orange. La situation est plus alarmante pour les personnes handicapées car les services ne sont pas inclusifs.

Le système judiciaire est inexistant dans les quatre sections communales. L'inexistence de ce système amplifie les risques de protection pour les femmes et les filles. Les personnes interrogées déclarent que les femmes, les filles, les garçons et les hommes n'ont pas vraiment la possibilité d'exprimer leurs préoccupations en matière de protection. Il n'existe aucun mécanisme fiable pour faciliter cette démarche. Les femmes et les filles maltraitées ont souvent peur des représailles et ne parlent même pas. Les filles et jeunes femmes maltraitées ont souvent tendance à quitter la région, ce qui explique le manque de confiance dans les structures de protection existantes dans certaines communes.

Aucun des répondants n'a pu se prononcer sur le système judiciaire équitable et accessible avec des services de soutien de suivi car, pour eux, il n'existe pas. Les distances parcourues par les filles et les femmes pour aller chercher de l'eau, se rendre au marché, à l'école, au centre de santé ou pour accéder à d'autres services, l'inexistence de postes de police, la promiscuité des ménages, le déplacement à long terme des parents et le manque d'information sont des facteurs environnementaux qui augmentent le risque de violence sexiste et d'autres formes de violence.

En ce qui concerne les risques liés à la protection des enfants, les comportements, les pratiques culturelles et les normes sociales dans les quatre sections communales renforcent les risques de violence sexiste et d'autres formes de violence à l'encontre des filles et des garçons. Selon les jeunes consultés, la façon dont une fille s'habille lorsqu'elle est violée fait que les gens font le lien entre l'acte et les vêtements. Dans les quatre sections communales, il est acceptable pour une adolescente d'avoir une relation amoureuse avec un adulte très âgé, simplement pour prendre soin de lui, ont déclaré plusieurs participants.



Sector: Nutrition

Il n'est plus possible de manger sainement dans les quatre sections communales. La situation est la plus critique à Baie d'Orange et Corail Saoul, principalement en raison de la sécheresse. La destruction massive des plantations, des semences et des systèmes d'irrigation a également conduit à l'immobilisation des systèmes alimentaires dans les quatre sections communales. Avant la crise, ces communes produisaient du maïs, des cultures vivrières, des pois et des arbres fruitiers.

Les familles sont également directement touchées par l'augmentation des prix des aliments. En ce qui concerne la répartition des rôles entre les sexes, avant la crise, les hommes et les adolescents se chargeaient des plantations, tandis que les femmes et les adolescentes se chargeaient de la vente.

Cela s'explique par le fait que chacun s'organisait pour ramener de la nourriture à la maison et pour couvrir d'autres dépenses. Pendant la crise, il n'y a presque pas de production à cause de la sécheresse. Cependant, les rôles n'ont pas changé ; chacun contribue au bon fonctionnement du ménage. Il n'y a qu'un seul changement d'activités pour gagner de l'argent afin de prendre soin de la famille car maintenant beaucoup de femmes font la lessive et travaillent comme femmes de ménage. Certains hommes et adolescents conduisent des motos et d'autres travaillent dans la maçonnerie, ont déclaré les participants.

La situation est plus alarmante pour les femmes enceintes et allaitantes. Elles ne peuvent plus se nourrir avec des aliments nutritifs et équilibrés. Il s'agit d'un danger non seulement pour les femmes enceintes, mais aussi pour l'enfant à naître. Selon les informations recueillies, au sein du foyer, les ressources et le choix de la nourriture et des quantités au sein de la famille sont contrôlés par les femmes, en particulier la mère ou la plus jeune femme du foyer. Les dépenses alimentaires des ménages sont déterminées par les femmes. Soixante-dix pour cent des informateurs clés ont déclaré qu'en raison des pratiques socioculturelles, il y a des aliments que les femmes enceintes et allaitantes et les bébés ne mangent pas, par exemple les femmes enceintes ne mangent pas "de queneppe, d'os de viande, de malanga, de blé, d'annas.



Les femmes qui allaitent ne mangent pas la canne à sucre, le manioc, l'arbre véritable, l'arbre de la paix". Ceci affecte l'état nutritionnel des femmes et des filles par rapport aux hommes et aux garçons. Les pratiques d'allaitement des bébés de sexe féminin et masculin ne sont pas les mêmes. Les bébés de sexe masculin sont allaités pendant une période plus longue afin qu'ils soient physiquement forts, ont déclaré les participants. A Baie d'Orange, 70% des personnes consultées ont déclaré que de nombreux enfants, filles et garçons, présentent des signes de malnutrition. Lorsqu'il s'agit de collecter et de conserver les aliments, il n'y a pas de rôles distincts pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons, selon 100% des personnes consultées. En revanche, lorsqu'il s'agit de cuisiner, tout le monde le fait, mais c'est la tâche des femmes et des filles. Rien n'a changé avec la crise alimentaire. La totalité des personnes interrogées ont déclaré que les mères allaitantes, les enfants, les bébés, les personnes âgées et les personnes handicapées sont plus vulnérables aux problèmes nutritionnels. Ils sont plus vulnérables. Une femme participant à la discussion a déclaré qu'elle a un bébé depuis deux mois et qu'elle lui donne n'importe quelle nourriture, comme des bananes bouillies, du maïs, tout ce qu'elle peut trouver. Elle ajoute qu'elle ne peut pas allaiter le bébé parce qu'elle ne se nourrit pas bien.

Le nourrisson n'en bénéficie pas physiquement. Elle ajoute qu'elle ne peut pas l'aider, elle n'a pas d'argent. Il y a eu d'autres témoignages similaires pour des femmes enceintes, des bébés. Les personnes handicapées dépendent de quelqu'un d'autre. Avec la crise, tout le monde cherche ailleurs. Mais les personnes handicapées ne peuvent pas se déplacer à cause de leur handicap. Elles sont vulnérables, dit un participant.

Dans les quatre sections communales, les personnes interrogées affirment qu'il n'existe pas de besoins nutritionnels spécifiques pour les nourrissons, les personnes âgées, les handicapés, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ce qui les expose davantage à des problèmes nutritionnels. Ils sont plus vulnérables. Il n'y a même pas de centre de soins pour les personnes souffrant du VIH/SIDA. En ce qui concerne les structures de décision, il n'existe aucune structure dans les quatre sections communales pour prendre des décisions en matière de nutrition, que ce soit avant ou pendant la crise. Il n'y a que les anciens, les personnes âgées qui indiquent ce que les femmes enceintes, les mères qui allaitent, les bébés mâles et femelles doivent manger pour être en bonne santé. La plupart de ces anciens sont des femmes.

Secteur : Eau, Hygiène et Assainissement

En ce qui concerne les rôles et responsabilités des hommes et des femmes, avant la crise dans les trois communes, les femmes et les filles effectuaient les tâches ménagères à la maison (préparation des repas, lavage des vêtements, etc.) et allaient au marché.

Certaines femmes et filles allaient chercher l'eau aux sources, aux réservoirs communautaires et aux pompes manuelles. Les hommes et les garçons vont chercher l'eau à différents endroits (sources, rivières, tuyaux, citernes communautaires, etc.) pour la maison, les animaux et les plantes. Dans l'ensemble, les rôles n'ont pas changé avant ou pendant la crise de la faim, a déclaré un informateur clé.

Pendant les périodes de sécheresse, qui accélèrent la crise de la faim et l'augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, tout le monde est obligé d'apporter son soutien (hommes, garçons, femmes et filles) car ils doivent marcher plusieurs kilomètres ou passer presque une journée pour collecter un minimum d'eau. Avec les tempêtes de poussière pendant les sécheresses, il n'y a aucune garantie que l'eau soit d'une qualité suffisante pour être consommée. La rareté ou l'indisponibilité de l'eau a des conséquences plus importantes pour les femmes et les filles. Sur les sites de collecte d'eau, elles sont parfois maltraitées physiquement par des hommes plus robustes qu'elles, disent les informateurs clés. Le manque d'eau provoque des maladies de la peau, comme la gale et des infections. La collecte de l'eau pendant les sécheresses affecte la fréquentation scolaire, entraînant des retards ou des absences répétées de certains enfants, car ils doivent marcher plusieurs kilomètres, selon les informateurs clés.

Sector: Sexual and Reproductive Health and Rights

Le contexte de crise alimentaire et de sécheresse qui touche les quatre sections communales oblige certaines filles à s'adonner à des pratiques sexuelles en échange de nourriture ou d'argent, selon les personnes interrogées.

Cela a eu pour conséquence directe de nombreux cas de grossesses non désirées et précoces, notamment à Baie d'Orange et Corail Soul. Ces communautés sont mal informées sur la contraception et les maladies sexuellement transmissibles, ont déclaré les participants.

La crise alimentaire a provoqué un important mouvement migratoire. En conséquence, les femmes sont devenues plus vulnérables, risquant une augmentation des cas de grossesse précoce, de malnutrition, d'hypertension artérielle et de nombreuses autres maladies selon les personnes interrogées.

En réponse à la gravité des problèmes de santé causés par la crise alimentaire, les hommes et les femmes ont des rôles et des responsabilités spécifiques en matière de soins de santé au niveau des ménages. Plusieurs participants ont déclaré que si un enfant est malade dans le ménage, les hommes cherchent de l'argent pour que l'enfant puisse aller dans un centre de santé. La responsabilité d'emmener l'enfant à l'hôpital incombe aux femmes, à la mère ou au tuteur, même pour l'aider à prendre les médicaments. Si la femme elle-même est malade, elle se rend au centre de santé seule ou accompagnée d'une autre femme, ont ajouté les participantes. Les hommes n'aiment pas aller à l'hôpital, sauf s'ils ne sont pas gravement malades. Cependant, pour les maladies dites mystérieuses ou fétiches, ce sont les hommes qui emmènent la famille chez le Hougan ou le Voyant. Les données de l'enquête montrent que les personnes interrogées ont une perception défavorable des aspects culturels et religieux de la fourniture et de l'accès aux soins de santé, car elles estiment que ce lien ne donne pas de bons résultats.

Une femme enceinte ayant de faibles moyens économiques est très mal perçue et risque sa vie lors de l'accouchement. Si l'accouchement se passe bien, la mère est généralement obligée de prolonger l'allaitement jusqu'à deux ans pour compenser ses faibles revenus.

En raison du manque d'éducation, la menstruation reste un tabou pour la plupart des femmes, qui ont tendance à la contrôler par des méthodes traditionnelles, notamment en utilisant la lune.

Les victimes de violences sexuelles ont accès aux services de santé selon un protocole de soins bien défini dans les établissements de santé de référence. Cependant, le personnel de santé doit être renforcé pour être plus efficace.

En ce qui concerne les structures de décision pour le respect des droits SSR, " Fanm Deside " est l'une des structures de référence pour le respect des droits de santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles dans le Sud-Est. En dehors de son champ d'intervention, elle a développé le réflexe de référer les survivantes vers d'autres acteurs du réseau de prise en charge. Selon la structure de prise en charge, les services proposés sont variés selon qu'il s'agit de formation, de sensibilisation ou de planification familiale, notamment pour les filles et les femmes. La participation à la prise de décision sur la santé et les droits sexuels et reproductifs est caractérisée par la domination masculine, au détriment des femmes, selon les informateurs clés. L'utilisation du préservatif n'est pas une pratique pour les hommes adultes d'une quarantaine d'années qui sont dans une situation économique très difficile en raison du prix, ont déclaré les informateurs clés.

Ils ajoutent que c'est la raison pour laquelle les familles sont nombreuses avec plus de cinq enfants. Les préservatifs sont surtout utilisés par les jeunes hommes et ce sont encore eux qui décident de leur utilisation, ont ajouté les participants. Enfin, ils ont ajouté que plus la région est éloignée de la ville, plus les hommes décident d'utiliser des préservatifs ou d'autres méthodes contraceptives.

Histoires individuelles 1 : La faim en Haïti met les filles enceintes en danger

"Maintenant je ne mange qu'une fois par jour, par exemple aujourd'hui j'ai bu un bouillon ayant du poids, de la pomme de terre et d'autres ingrédients vers 8h du matin, et je ne sais pas ce que je vais manger pour le reste de la journée". Explique Widmea, 17 ans, qui est enceinte de six mois." Je n'ai aucun espoir que mon oncle m'apporte quelque chose à manger". Avant la crise, elle mangeait très bien, dit-elle : "J'avais l'habitude de manger trois fois par jour, de boire une soupe au pain, de manger une banane, du riz ou du maïs moulu pendant une journée.

Cette crise de la faim en Haïti est le résultat d'un certain nombre d'événements survenus au cours de l'année écoulée qui ont déclenché une instabilité politique, économique et sociale. L'assassinat du président Moise en juillet 2021 a créé une insécurité généralisée, une augmentation de la violence, des enlèvements et des troubles civils. Cet événement a été rapidement suivi par un tremblement de terre de magnitude 7,2 qui a frappé le sud du pays en août 2021.





Widmea s'est rendue dans un centre de santé, malheureusement elle n'avait pas les moyens de payer les frais. "Le médecin m'a demandé d'aller faire des examens, ce que je n'ai pas encore fait, j'attends l'argent de la mère du père de l'enfant". dit-elle.

"Les habitants ne m'apprécient pas, ils disent que le fait que je n'aie pas de mère ne devrait pas me permettre de tomber enceinte", déclare Widmea.

Histoires individuelles 2 : Comment une famille en Haïti fait face à la faim

"Je vends souvent des choses que j'ai dans la maison pour nourrir la maison, comme des couvertures et d'autres choses. En juin, j'ai dû vendre certaines choses de la maison pour acheter de la nourriture". Explique Roseline, 48 ans, mère de trois enfants et commerçante.

Selon USAID, 4,9 millions de personnes (43% de la population) ont actuellement besoin d'une aide humanitaire et la situation menace de devenir incontrôlable. En plus d'être durement touchés par la crise alimentaire et énergétique mondiale provoquée par le conflit en Ukraine, les Haïtiens ont subi des tremblements de terre, des tempêtes tropicales, des glissements de terrain et des inondations dévastateurs au cours des dernières décennies.

"Avant la crise, la nourriture n'était pas si chère quand on avait de l'argent, on pouvait acheter un petit sac de riz pour 1000 ou 1250 gourdes. Maintenant tout est cher, un petit pot de riz peut être acheté chez un marchand du quartier pour 80 gourdes s'il y a de l'argent à la maison." Elle déclare

"Il n'y a pas la possibilité d'acheter un petit sac de riz de 4 pots à 1750 gourdes au marché, nous devons acheter un petit pot de riz chez le marchand du quartier pour 80 gourdes." poursuit Roseline.
"Il arrive souvent que lorsqu'il n'y a pas d'argent à la maison, je sors et je demande de l'argent pour pouvoir faire des courses. Souvent, l'argent du commerce est utilisé pour les besoins de la maison. Quand je n'obtiens pas de prêt, la maison ne mange pas, nous restons pour l'amour de Dieu." Elle poursuit .

Histoires individuelles 3 : Toute seule avec ses enfants pour affronter la faim en Haïti

Haïti est l'un des pays les plus affamés du monde, avec 4,9 millions de personnes (43% de la population) ayant besoin d'une aide humanitaire. L'inflation galopante, la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants, et la détérioration de la sécurité menacent la vie de millions d'enfants, dont beaucoup souffrent déjà de malnutrition sévère.
" Avant la crise je n'étais pas à l'aise, je n'avais pas les moyens, une étrangère m'a aidé, la dame s'appelait Madame Jeannot. Elle m'a aidé à enterrer mon mari car je n'avais pas la possibilité de le faire, la famille de mon mari ne m'a pas tendu la main, ils m'ont laissé seule avec Dieu seul. Il est mort le jeudi et a été enterré le samedi. C'est la femme de Jeannot qui m'a aidé pour l'enterrement. Déclare Junette, 45 ans.

"La nourriture n'est pas facile, pas de moyens pour cela, tout est cher. Pour un jour je peux manger un vrai arbre, plus tard si j'ai 100 gourdes je peux acheter des dés d'huile qui se vendent à 50 gourdes, la petite boîte de riz se vend à 75 gourdes ou 100 gourdes. Je n'ai pas de travail ou d'autre moyen de gagner de l'argent". Explique Junette.
En plus de la crise de la faim, la mort de son mari a aggravé la situation de la famille, qui doit faire face à de nombreux problèmes. "Nous ne mangeons pas facilement tous les jours, nous ne mangeons pas bien depuis un an, je peux dire que nous ne mangeons même pas deux fois par jour. Le matin
Je pourrais donner aux enfants une tasse de café avec 2 miches de pain ou des spaghettis et à midi les haricots seraient déjà en feu mais il n'y a pas moyen", déclare Junette.



Les points à retenir par secteur

Secteur : Sécurité alimentaire et nutrition

Les besoins nutritionnels, les capacités et les aspirations des femmes, des filles, des hommes et des garçons varient d'une commune à l'autre. L'éducation des femmes allaitantes aux bonnes pratiques nutritionnelles, l'éducation des familles aux besoins alimentaires indépendants du sexe et la sensibilisation des familles aux normes culturelles ont une incidence sur la croissance physique et sont importantes. La crise a eu peu d'impact sur les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes au sein des ménages.

Secteur : Éducation

La réaction des femmes et des filles lors des discussions sur la violence sexiste à l'école et leur participation aux comités ont prouvé que les femmes et les filles souhaitent des changements dans le système éducatif en termes de méthodes d'enseignement ; elles veulent pouvoir s'exprimer librement et avoir les mêmes droits que les hommes.

Suite à l'analyse des résultats liés à l'éducation, il est important d'envisager des actions urgentes dans les écoles :

- Dans les cantines scolaires, pour garder les filles et les garçons à l'école, afin qu'ils soient en bonne santé pendant la crise pour de meilleurs résultats scolaires.
- Formation à la protection et à la santé sexuelle et reproductive pour le personnel éducatif, les comités de parents et les étudiants, afin de réduire la violence sexiste dans les écoles pendant la crise alimentaire.
- WASH, pour prévenir les épidémies qui peuvent toucher les filles et les garçons dans les écoles.

Secteur : Protection

En 2019, l'UNICEF a partagé que la protection des enfants en Haïti reste sous-financée à hauteur de 7% des 2 millions de dollars US nécessaires.

Selon l'analyse 2020 d'OCHA, 912 000 personnes vivant en Haïti auront besoin de protection, dont 53% de femmes, 41% d'enfants et 5% de personnes handicapées.

Suivant la tendance des réflexions des répondants sur la situation sociopolitique actuelle, la crise alimentaire tend à intensifier les problèmes de protection existants. Les processus de suivi des indicateurs de protection doivent donc être plus vigilants dans les communautés, notamment dans les écoles, les structures de santé et à la maison. La protection passe également par le soutien à la santé mentale et psychosociale des ménages des trois communes.

La précarité des ménages, accentuée durant cette crise, a encore affaibli leur capacité à investir dans l'éducation ainsi que dans les besoins de base. La déscolarisation des enfants due à la précarité des ménages, le manque d'accès aux repas scolaires, l'augmentation des cas de VBG, la dépréciation de la gourde et l'inflation ont un impact sur l'accès à l'éducation dans les trois communes, ont indiqué les participants. De nombreux enfants, filles et garçons de ces zones sont d'autant plus exposés au risque d'abandonner l'école à l'avenir si leurs parents ne sont pas en mesure de payer les frais de scolarité. Selon les analyses, les enfants et les jeunes, en particulier les filles et les femmes, sont exposés à des risques d'abus et d'exploitation sexuelle, compte tenu du problème de la violence sexiste et de l'insécurité alimentaire croissante. Le taux de migration des garçons et des hommes est susceptible d'augmenter. Cette situation peut nécessiter une attention particulière en termes d'assistance humanitaire liée à la protection, à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, à la sécurité alimentaire.

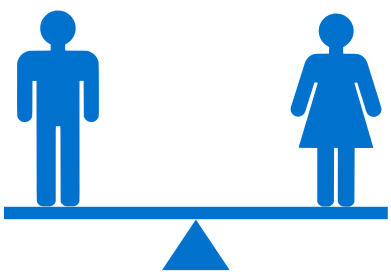


Secteur : SRHR

Sur la base des résultats de l'analyse de la santé et des droits sexuels et reproductifs, il existe un besoin urgent d'information et de formation sur ce sujet pendant la crise pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons dans les écoles, les communautés et les centres de soins Les déclarations des participants ont montré que les hommes et les femmes en quarantaine vivant dans les zones les plus reculées sont plus exposés aux maladies sexuellement transmissibles en raison de leurs pratiques sexuelles non protégées.

En matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, l'accès aux soins de santé physique et psychologique est essentiel pour les victimes, en plus de l'assistance juridique et judiciaire. Il est également nécessaire de renforcer le soutien aux prestataires de services de prévention et de traitement de la VBG afin qu'ils puissent répondre aux besoins actuels et fournir des services plus efficacement.

Les personnes interrogées ont évoqué le manque de structures de santé et de professionnels multidisciplinaires, principalement des psychologues et des psychiatres, dans les communes.





Autres discussions et idées précieuses

Cette section décrit les autres résultats précieux des consultations communautaires pour l'analyse rapide de genre, sur la base des conclusions des enquêteurs et du schéma des discussions avec les répondants concernant les différents secteurs.

Violence liée au genre (VBG), assistance juridique et judiciaire et AGR (Activités génératrices de revenus)

Les personnes consultées souhaitent que les forces de l'ordre renforcent le soutien aux services de prévention et de traitement de la VBG afin qu'ils puissent répondre aux besoins actuels et offrir des services dans un contexte où la situation sociopolitique se détériore.

Ils ajoutent qu'investir dans des activités génératrices de revenus permettra de réduire la précarité des ménages et d'accroître leur résilience en temps de crise. Cela permettrait de réduire le taux d'exploitation sexuelle des jeunes femmes.

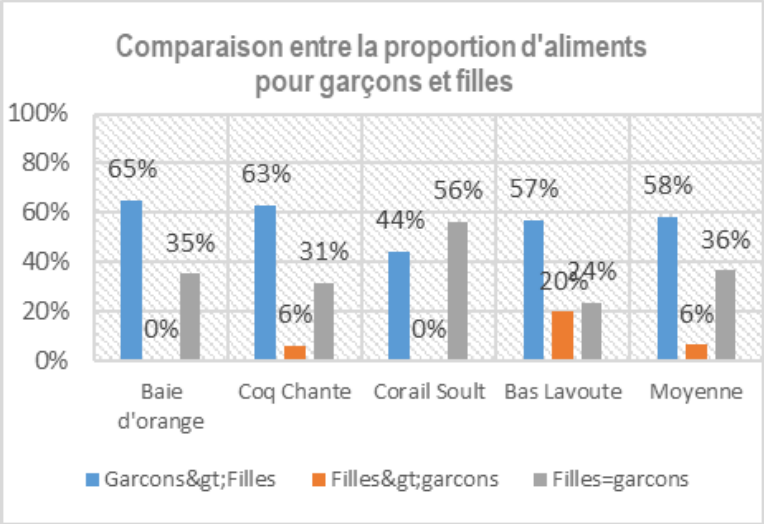
La division du travail domestique

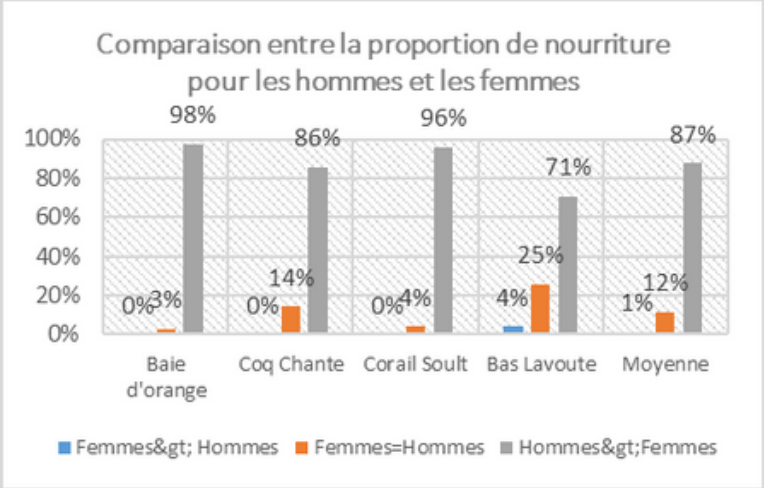
Cette tendance est presque la même pour toutes les sections communales atteintes où les focus groups sont réalisés. En l'absence des femmes, les hommes s'occupent des tâches domestiques. Les garçons préparent leurs propres repas en l'absence des femmes ou des filles. A Baie d'orange, 100% des hommes participant aux focus groups sont d'accord avec cette affirmation. " Nous, à Baie d'Orange, ce sont les femmes qui font les tâches ménagères, nous les hommes on n'a pas le temps pour ça. Quand maman ou grand-mère a quitté la maison, les filles s'en occupent et quand les filles ne sont pas là, les garçons plus âgés s'occupent du repas.

Capacité et mécanismes d'adaptation

Les informations de l'étude ont révélé une faible capacité d'adaptation des femmes par rapport aux hommes. Les ressources économiques des femmes sont très limitées, l'absence d'emploi, la dégradation des moyens de subsistance (mauvaises récoltes dues à la sécheresse, pertes d'animaux dues au vol et aux maladies), sont les principales causes qui obligent la population, principalement les mères célibataires dans les zones ciblées, à recourir à des stratégies d'adaptation négatives. La vente de biens de production animale tels que la volaille et les chèvres est l'une des stratégies communes aux femmes et aux hommes en général.

En termes de genre, les femmes et les filles ont été discriminées en termes de proportion de nourriture qu'elles reçoivent par rapport aux hommes/garçons. La figure ci-contre montre qu'en moyenne, les femmes de 87% des ménages reçoivent une ration alimentaire inférieure à celle des hommes, contre 12% des femmes qui reçoivent le plus. Les filles, dans 58% des ménages, reçoivent une ration alimentaire inférieure à celle des garçons, et 36% d'entre eux partagent la nourriture de manière égale entre les filles et les garçons.





Génération de revenus et accès à la nourriture

Les revenus des femmes et des hommes ne sont pas stables et varient d'une section communale à l'autre en fonction des disponibilités. Le petit commerce, la blanchisserie (pour une moyenne de 250 HTG par jour) et le travail agricole (pour une moyenne de 210HTG par jour) dans les communautés de Bas Lavoute, Baie d'Orange, Coq Chante, sont les trois principales sources de revenus des femmes.

Les sources de revenus supplémentaires des femmes sont les sources de financement des petites entreprises, le plus souvent accordées par les voisins ou dans les Mutuelles Solidarité (TIPA). Cependant, elles ne parviennent souvent pas à rembourser leurs dettes.

Les hommes de leur côté, ceux qui sont plus jeunes, prennent des contrats avec des propriétaires de motos pour pratiquer le "Moto-Taxi".

Pour ceux à mobilité réduite ou les personnes âgées, ils pratiquent la coupe effrénée d'arbres et de charbon de bois pour générer des revenus. Déclaration d'un participant corroborée par les hommes.

Les femmes chefs de famille sont obligées d'aller à "Mabial", "Lavout", Bodwen" pour vendre des vêtements usagés. Certaines d'entre elles se lancent dans de petits commerces tels que la " friture ", grâce à des dettes qui ne peuvent être remboursées. Contrairement aux hommes, étant donné que la production agricole est pluviale et que la sécheresse est très sévère dans le département du Sud-Est, en particulier dans les zones cibles du projet, elles signent des contrats informels avec des propriétaires de motos pour travailler comme taxis. Celles qui ne peuvent pas signer ces formes de contrats. L'accès économique et physique à la nourriture était déjà, avant la crise, une situation difficile en raison de la décapitalisation des moyens de subsistance dans le département du Sud-Est. La baisse de la production végétale et animale a conduit les femmes à adopter de nouvelles pratiques génératrices de revenus, afin de trouver des moyens économiques pour nourrir leurs enfants. Le petit commerce dans les cycles de faillite et de reprise des femmes chefs de famille ne peut pas combler le déficit alimentaire du ménage, étant donné le coût élevé de la vie par rapport à leurs faibles revenus.

Les filles sont souvent violées et méprisées lorsqu'elles vont chercher de la nourriture chez leurs voisins en raison de la faiblesse économique de leurs parents. Le pire, c'est que les mères célibataires se livrent à l'exploitation sexuelle en échange d'argent, non pas pour le plaisir, mais pour répondre aux besoins de leurs enfants, les parents étant à la recherche de nourriture pour leurs enfants, ils sont retombés enceintes.

A Baie d'Orange, Corail Soult, Bas Lavoute ce constat est généralement le même :

- ·Dans ces sections, les familles sont le plus souvent nucléaires, mais les pères ont souvent déménagé pour chercher de la nourriture ailleurs.
- ·Pour les parents isolés ou les femmes chefs de famille, certains font des travaux de blanchisserie et de ferme pour 200 HTG à 300 HTG par jour, d'autres vivent de la mendicité et sont soutenus par les voisins. Les hommes qui sont chefs de famille monoparentale sont soutenus par des proches. La souffrance devient chaque jour plus dure.
- ·Certains hommes, touchés par la situation des femmes, souhaiteraient que des actions de Solidarité Mutuelle soient menées pour soutenir leur relance économique dans les communautés. La situation d'accès des ménages de Coq chante se présente comme suit selon la déclaration d'un jeune homme participant : Au niveau de la communauté, le taux de morbidité des hommes est très élevé. Cela a conduit à la présence de la quasi-totalité des familles monoparentales dirigées par des femmes.
- ·Pour les familles dirigées par des femmes, elles ont recours aux petits commerces et aux prêts. Dans le cas des familles dirigées par des hommes, les chefs de ces familles s'adonnent à l'élevage, à l'agriculture, à la vente de charbon de bois et de motocyclettes, et à la vente ambulante de pilules afin d'avoir accès à de faibles ressources économiques.

Impacts mondiaux de l'insécurité alimentaire

Les opinions communes concernant l'impact de la crise alimentaire sur le mode de vie des femmes, des filles, des hommes et des garçons concernent la fréquence des repas par jour, qui diminue à une fois par jour avec une très petite portion pour la grande majorité. La réduction du commerce, qui était une alternative pour le ménage, est également notée ainsi que la diminution de l'accès aux soins de santé car la plupart n'ont pas d'argent pour consulter un médecin en cas de problème de santé ; ils boivent du thé préparé avec des feuilles naturelles.

Rôles et responsabilités des hommes et des femmes

Qui contrôle les ressources du ménage
A Coq chante, dans 71% des familles, les femmes gèrent les ressources.
A Bas Lavoute, dans 31% des familles, les femmes contrôlent les ressources, contre 41% pour les hommes. Dans 27% des familles, la décision est prise conjointement par les maris et les femmes. A Baie d'Orange et Corail Soult, dans 48% des ménages, les femmes décident de l'utilisation des ressources familiales, contre 27% des hommes, et la décision est prise conjointement pour 25% d'entre eux. En ce qui concerne la gestion des revenus, la majorité des femmes et des hommes chefs de ménage se sont consultés.

Analyse de la mobilité

Les femmes et les filles ne peuvent plus se déplacer facilement dans les communautés. L'accès est difficile en raison de la distance entre les zones cibles et les marchés d'approvisionnement, et de la distance à parcourir par les commerçants pour vendre leurs produits. Cette distance est estimée à environ 4 heures de marche à Coq chante. Dans les zones de Corail Soult, la crise a réduit la mobilité des femmes et des filles. Elles ont un accès difficile aux marchés locaux pour vendre leurs produits.



RECOMMANDATIONS

Les recommandations ci-dessous sont organisées selon les Domaines de Distinction Globale du Plan International et sont destinées aux parties prenantes qui envisagent des interventions liées à la crise alimentaire dans le Sud-Est, et aux donateurs qui ont l'intention de soutenir leurs efforts. Ces recommandations visent exclusivement à intégrer le genre dans les interventions liées aux secteurs de la sécurité alimentaire, de la protection, de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

Domaines de spécificité globale (DDPG)	Recommandations par secteursctors
IQE (Inclusive Quality Education)	**Éducation** • Mener une analyse de genre dans le cadre des évaluations des besoins et analyser les résultats liés aux menaces/obstacles spécifiques qui empêchent les filles, les garçons, les femmes et les hommes d'obtenir une éducation sûre et de qualité en raison de la crise. • Mettre en œuvre des programmes d'éducation qui intègrent des mesures visant à lutter contre les menaces et les obstacles à la promotion de l'égalité des sexes. • Développer et maintenir des mécanismes de feedback pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons dans les projets d'éducation.
Protection contre la violence	**Protection** • Recueillir et analyser les données ventilées par sexe, âge et handicap concernant les besoins, les priorités et les capacités de protection. • Intégrer l'égalité des sexes dans la conception du programme de protection de l'intervention, en utilisant les résultats de l'analyse de genre et d'autres données de préparation. • Mettre en œuvre des programmes de protection qui intègrent l'égalité des sexes et informent les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ressources disponibles. • Développer et maintenir des mécanismes de retour pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons dans les projets de protection.

- Surveiller l'accès à l'aide à la protection par les femmes, les filles, les hommes et les garçons et développer des indicateurs conçus pour mesurer les changements pour ces groupes, sur la base des lacunes et des dynamiques évaluées.
- Inclure les femmes, y compris les plus marginalisées, à tous les stades de la planification et de la mise en œuvre de l'intervention .

Développement de la petite enfance (DPE)

Nutrition

- Collecter et analyser des données ventilées par sexe, âge et handicap sur les besoins, les priorités et les capacités en matière de nutrition.
- Mettre en œuvre des programmes de nutrition qui intègrent l'égalité des sexes et informer les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ressources disponibles.
- Développer et maintenir des mécanismes de feedback pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons dans les projets de nutrition.
- Surveiller l'accès des femmes, des filles, des hommes et des garçons à l'aide nutritionnelle et élaborer des indicateurs destinés à mesurer les changements pour ces groupes, sur la base des lacunes et des dynamiques évaluées.
- Intégrer l'égalité des sexes dans la conception du programme WASH de l'intervention, en utilisant les résultats de l'analyse de genre et d'autres données de préparation.
- Mettre en œuvre des programmes WASH qui intègrent l'égalité des sexes et informer les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ressources disponibles et des possibilités d'influencer le projet.

SRHR (Santé et droits sexuels et reproductifs)

SRHR

- Intégrer l'égalité des sexes dans la conception du programme de santé pour l'intervention, en utilisant les résultats de l'analyse de genre et d'autres données de préparation.
- Mettre en œuvre des programmes de santé qui intègrent l'égalité des sexes et informent les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ressources disponibles.

Food Security

- Surveiller l'accès des femmes, des filles, des hommes et des garçons à l'assistance sanitaire et élaborer des indicateurs destinés à mesurer les changements pour ces groupes, sur la base des lacunes et des dynamiques évaluées.

Domaines transversaux

Eau, assainissement et hygiène (WASH)

Eau, assainissement et hygiène

- Intégrer l'égalité des sexes dans la conception du programme WASH de l'intervention, en utilisant les résultats de l'analyse de genre et d'autres données de préparation.
- Mettre en œuvre des programmes WASH qui intègrent l'égalité des sexes et informer les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ressources disponibles et des possibilités d'influencer le projet.
- Surveiller l'accès à l'aide WASH par les femmes, les filles, les hommes et les garçons et développer des indicateurs conçus pour mesurer les changements pour ces groupes, sur la base des lacunes et des dynamiques évaluées.

Sécurité alimentaire

Sécurité alimentaire

- Collecter et analyser des données ventilées par sexe, âge et handicap sur les besoins, les priorités et les capacités en matière de sécurité alimentaire ;
- Intégrer l'égalité des sexes dans la conception du programme de sécurité alimentaire de l'intervention, en utilisant les résultats de l'analyse de genre et d'autres données préparatoires ;
- Mettre en œuvre des programmes de sécurité alimentaire qui intègrent l'égalité des sexes et informer les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ressources disponibles et des possibilités d'influencer le projet.
- Développer et maintenir des mécanismes de feedback pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons dans les projets de sécurité alimentaire.
- Surveiller l'accès des femmes, des filles, des hommes et des garçons à l'aide à la sécurité alimentaire et développer des indicateurs conçus pour mesurer les changements pour ces groupes, sur la base des lacunes et des dynamiques évaluées.

- Examiner les plans et projets d'intervention dans le secteur de la sécurité alimentaire. Évaluer quelles femmes et filles, quels hommes et garçons ont été atteints de manière adéquate, lesquels ne l'ont pas été et pourquoi.

Interventions suggérées

Les interventions suivantes sont des activités clés suggérées aux gouvernements, aux agences des Nations Unies, aux ONG, aux OSC et aux autorités locales qui envisagent de répondre à la crise alimentaire dans le département du Sud-Est, et aux donateurs qui ont l'intention de soutenir leurs efforts.

Secteur : Sécurité alimentaire

- Programme de transfert d'argent liquide pour les personnes en situation économique précaire affectées par la crise avec un accent particulier sur les filles mères, les femmes chefs de famille, les personnes handicapées, les mères allaitantes, les femmes enceintes.
- Programme de crédit agricole pour les agriculteurs et agricultrices en situation économique précaire touchés par la crise.
- Programme de bons alimentaires pour les personnes en situation économique précaire touchées par la crise avec un accent particulier sur les filles mères, les femmes chefs de famille, les personnes handicapées, les mères allaitantes, les femmes enceintes.

Secteur : Éducation

- Campagne de sensibilisation aux pratiques d'hygiène dans les écoles avec distribution de kits d'hygiène dans les écoles ;
- Formation du personnel éducatif sur des sujets liés à la protection dans les écoles et à la santé sexuelle et reproductive ;
- Cantine scolaire ;
- Campagne de sensibilisation à la violence dans les écoles ;
- Activité psychosociale dans les écoles pour améliorer la résilience des filles et des garçons face à la crise de la faim ;
- Soutien aux écoles en matériel hygiénique et en kits de nettoyage ;
- Campagne de prévention des abus et de l'exploitation sexuels.

Secteur : Protection

- Campagne de sensibilisation sur la protection de l'enfant, dans les situations d'urgence ;
- Renforcement des structures de protection communautaires avec une présence active des filles et des femmes dans la prise de décision,
- Renforcement des mécanismes de protection communautaire : institutions de soins et OSC ;
- Sensibilisation à la violence sexiste dans les écoles.

- En particulier pour les filles et les jeunes femmes, les espaces Développez des programmes qui favorisent l'action et la résilience des filles, des adolescentes et des jeunes femmes.
- Pour les garçons et les jeunes hommes - espaces communautaires sur les masculinités, les rôles et les stéréotypes de genre.
- Impliquer de manière égale les femmes, les jeunes (garçons et filles), les chefs traditionnels et religieux dans l'analyse, la résolution des problèmes et la prise de décision.

Secteur : Nutrition

- L'organisation d'évaluations nutritionnelles rapides systématiques.
- L'accès aux soins de santé pour les enfants malades ou souffrant de malnutrition, afin de renforcer leur état de santé et leur statut nutritionnel.
- Renforcer les institutions de santé au niveau local pour assurer la prestation de services aux femmes et aux enfants en fonction de leur état nutritionnel.
- Promotion d'une nutrition appropriée pour les femmes enceintes et allaitantes.
- Promotion de l'éducation à la nutrition et à l'hygiène et de la gestion intégrée de la nutrition des enfants et des adolescents dans les écoles.
- La promotion d'une alimentation saine et équilibrée par le biais de la sensibilisation.
- Promotion de plantes à haute valeur nutritionnelle connues de l'ensemble de la population et faciles à cultiver sous tout climat.
- Assurer un accès adéquat à la nourriture (en particulier pour les femmes enceintes, les mères qui allaitent, les filles-mères).
- Veiller à ce que les ménages comprennent l'importance de la nutrition par le biais de campagnes de sensibilisation communautaires, afin que chacun puisse fonder ses repas familiaux sur des pratiques nutritionnelles.

Secteur : Santé et droits sexuels et génésiques

- Mettre en œuvre des activités visant à promouvoir les droits des femmes en matière de santé sexuelle et génésique.
- Renforcer les capacités du personnel impliqué dans la prise en charge des victimes de VBG afin d'assurer la fourniture de services de qualité, adaptés aux filles, garçons, femmes et hommes.
- Rendre les services et les informations en matière de santé accessibles aux filles, aux garçons, aux femmes et aux hommes de manière équitable et répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles concernant le risque de cancer du sein, de cancer du col de l'utérus et de grossesse.
- Renforcer les services de santé, d'éducation, de sécurité et de justice qui doivent prendre en charge les victimes de VSBG.
- Fournir des kits de soins d'urgence aux victimes et aux survivants de violences sexuelles. Ces kits peuvent comprendre : une contraception d'urgence. Des préservatifs (20 unités), des antirétroviraux pour la prévention du VIH et du SIDA, des tests rapides pour le VIH, la syphilis et l'hépatite B au premier contact et pendant une période de suivi (semaines et mois) et une évaluation de la grossesse.

Secteur : Santé et droits sexuels et génésiques

- Campagnes de sensibilisation au traitement et à la bonne gestion de l'eau et aux règles d'hygiène.
- Lancer une campagne de sensibilisation aux mauvaises pratiques culturelles liées à l'assainissement, notamment l'utilisation des toilettes et de l'eau.
- Éducation environnementale, communication et prévention pour une utilisation rationnelle de l'eau.
- Élaboration d'un ensemble de mesures visant à économiser l'eau (en collaboration avec les dirigeants de la communauté).
- Préférer les plantes qui ne nécessitent pas trop d'arrosage (par exemple, la production de pommes de terre, de manioc, de petit mil et de pois à faible souche dans les jardins lakou en mettant un tapis de paillage tout autour des graines plantées, afin de conserver l'humidité du sol).
- Régénération et fertilisation du compost et des matières organiques (par exemple, paillage).
- Disponibilité des articles d'hygiène nécessaires pour les femmes/filles à l'école, à la maison et dans les institutions de soins pour les survivants :
- Eau traitée, savon, brosse à dents, dentifrice, vêtements propres, serviettes hygiéniques, déodorant et parfum. Shampooing pour les cheveux.
- Disponibilité d'articles d'hygiène pour les hommes/tuteurs :
- Eau traitée, savon, brosse à dents, dentifrice, déodorant, vêtements propres,
- Installer des systèmes (réservoirs communautaires, captages, bornes-fontaines, adduction d'eau) dans les zones sans accès à l'eau potable.
- Fournir des services de santé équitables.



CONCLUSION

Ce rapport d'analyse rapide de genre relatif à la crise alimentaire dans le sud-est d'Haïti a fourni des indicateurs de genre pour les interventions liées aux secteurs de la sécurité alimentaire, de la protection, de la nutrition, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Dans les trois communes couvertes par les consultations communautaires, l'impact sur leur capacité d'adaptation varie d'une zone géographique à l'autre, selon l'âge et le sexe.

Les principaux résultats de l'analyse rapide de genre présentent l'impact de la crise alimentaire sur les différents secteurs. Des recommandations spécifiques par secteur sont formulées pour orienter les interventions humanitaires afin qu'elles se fassent sur une base égalitaire touchant les femmes, les filles, les hommes et les garçons dans toute leur diversité.

Dans les trois communes concernées par les consultations communautaires, les filles, les garçons, les femmes et les hommes de différents âges sont fortement touchés par la crise alimentaire à Marigot, Jacmel et Baie d'Orange. L'impact sur leur capacité d'adaptation varie d'une zone géographique à l'autre.

La crise alimentaire a encore affaibli la situation socio-économique des familles dans le département du Sud-Est. Elle a un impact sérieux sur les secteurs de la protection, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de l'éducation, de la nutrition et de la santé, et des droits sexuels et reproductifs.

Elle affecte à un niveau plus élevé les Communes de Belle-Anse et Marigot. La question de la justice et de la prise en charge des survivants a été débattue dans les trois communes, 100% des personnes consultées déclarant que la question était liée au problème du suivi judiciaire et au manque de ressources dans les institutions de soins pour accompagner les victimes. Les questions relatives à la protection, à la santé et aux droits sexuels et reproductifs ne trouvent pas de réponses satisfaisantes en raison du manque d'informations sur ces sujets, en particulier dans les communautés éloignées.

En ce qui concerne l'éducation, l'abandon scolaire renforcera l'inégalité entre les sexes à l'avenir. La question des taxis-motos a également entraîné l'abandon scolaire chez les jeunes adolescents. La consultation a également montré. Un manque d'intérêt pour l'éducation chez les jeunes femmes et hommes. En raison de la crise alimentaire, tout le monde dans le ménage est seulement intéressé à obtenir de l'argent pour la nourriture. Cela constitue déjà un déficit de ressources humaines pour le pays.

Les consultations ont démontré les risques liés à la protection des filles et des femmes en relation avec la distance qu'elles doivent parcourir pour chercher de l'eau, aller au marché, à l'école et accéder aux services de santé, etc.

Dans toutes les sessions de consultation, au moins 25% des participants ont demandé une aide humanitaire en agriculture pour lutter contre la sécheresse, en crédit pour avoir de petites entreprises pour prendre soin de leurs familles.

En ce qui concerne la nutrition, 100% des personnes consultées ont déclaré que les femmes enceintes, les mères qui allaitent, les nourrissons, les enfants et les personnes âgées sont plus vulnérables. Peu ont parlé des personnes handicapées. Cela aurait expliqué l'exclusion de ces dernières.

ANNEXE 1 : OUTILS ET RESSOURCES UTILISÉS

- Guide pour les groupes de discussion et les entretiens individuels
- Les données secondaires désagrégées par âge, sexe sur la population, le nombre de ménages, le taux de mortalité et le handicap ont été collectées à partir des rapports de l'OCHA, de l'Unicef, du SIMAST, d'EMMUS VI, de l'IHSI et du Data Hub d'ONU Femmes.
- Guide et outils d'analyse rapide du genre de Care
- The Gender Guide to Humanitarian Action.



À propos de Plan International

Nous nous efforçons de faire progresser les droits des enfants et l'égalité des filles dans le monde entier. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. Mais ce potentiel est souvent étouffé par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées. En tant qu'organisation humanitaire et de développement indépendante, nous travaillons aux côtés des enfants, des jeunes, de nos supporters et de nos partenaires pour nous attaquer aux causes profondes des défis auxquels sont confrontés les filles et tous les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants de la naissance à l'âge adulte. Et nous permettons aux enfants de se préparer et de réagir aux crises et à l'adversité. Nous faisons évoluer la pratique et la politiques au niveau local, national et Mondial, grâce à notre portée, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, nous bâtissons de puissants partenariats pour les enfants et nous sommes actifs dans plus de 75 pays.

Plan International
Siège international
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, United Kingdom

Tel : +44 (0) 1483 755155
Fax : +44 (0) 1483 756505
Courriel : info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2022. Texte © Plan International

facebook.com/planinternational
twitter.com/planglobal
instagram.com/planinternational
linkedin.com/company/plan-international
youtube.com/user/planinternationaltv